



La campagne œcuménique 2020 en bref

Ensemble pour une agriculture qui préserve notre avenir

Les semences seront au cœur de la campagne œcuménique 2020.

Les semences sont à la base de notre existence : nous nous alimentons de ce qu'elles produisent, satisfaisant ainsi l'un de nos besoins élémentaires. La Bible accordait déjà une place de choix aux cycles des semailles et des moissons. Cadeau divin, les semences sont un bien commun.

Au travers de la campagne, nous voulons montrer l'importance de préserver les savoirs traditionnels et les semences locales pour nourrir l'humanité. Nous avons en effet besoin, pour préserver l'avenir et maîtriser les menaces du changement climatique, d'une transition vers une agriculture paysanne axée sur des semences naturelles et adaptées aux conditions locales. Cette agriculture ne pourra être florissante que si elle a accès aux ressources dont elle a besoin – et notamment aux semences – et si elle en garde la maîtrise. Or, les semences locales sont menacées par les nouvelles lois sur la protection des variétés.

Dans la Bible, les semences, créées par la parole de Dieu, sont un cadeau divin (Gn 1, 11-12) ; elles sont donc sacrées du point de vue théologique (2 Co 9, 10). Seule une plante vivante peut produire des semences vivantes. Aucun être humain ne peut « produire » des semences, il ne peut que les « manipuler », de sorte que l'on peut qualifier à bon droit les semences de « sacrées ». Dans pratiquement toutes les religions indigènes aussi, les semences jouent un rôle sacré.

Les semences utilisées par les paysan-ne-s sont depuis des millénaires la base de notre alimentation : la production d'aliments, la conservation des semences et la sélection visant l'amélioration des variétés constituent des traditions ancestrales, souvent porteuses d'une dimension spirituelle. Des paysans – en fait, surtout des paysannes dans de nombreuses régions – ont perfectionné et transmis ce savoir de génération en génération. De nos jours encore, les cultivateurs-trices ainsi que les communautés d'indigènes maintiennent ces traditions vivantes, par exemple en Amérique centrale et en Asie. Pour eux aussi, les semences sont sacrées : il s'agit de l'héritage légué par leurs ancêtres, de l'héritage de l'humanité.

Le droit à l'alimentation en péril

Dans les faits, c'est l'agriculture paysanne – et non l'agro-industrie – qui nourrit le monde : elle produit en effet plus de 70 pour cent des aliments consommés dans le monde. Pour garantir leur droit à l'alimentation ou se le réapproprier, les petit-e-s paysan-ne-s doivent avoir accès aux ressources nécessaires – semences comprises – et pouvoir en disposer librement.

Garantissant des aliments en suffisance, les variétés locales traditionnelles jouent un rôle clé dans la maîtrise des enjeux posés par la crise climatique. Elles sont en effet plus résistantes et mieux adaptées aux conditions locales, comme les ravageurs ou le climat, que les semences transgéniques industrielles, axées sur le rendement.

Il serait faux de séparer les semences, considérées dans de nombreuses cultures comme un bien commun, des connaissances qui s'y rapportent. Des systèmes traditionnels – comme des banques de semences locales – abondent en Afrique, en Asie et en Amérique latine ; ils fonctionnent parfaitement sans certification ni catalogue de variétés. Les paysans et les paysan-ne-s échangent et vendent des semences, leur production étant traditionnellement une de leurs tâches habituelles.



Cette pratique millénaire est mise à mal – et le droit à l'alimentation mis en péril – par l'approbation de brevets, par le durcissement de la législation sur la protection des obtentions végétales et par d'autres dispositions légales régissant les semences (normes de qualité, régime obligatoire de l'enregistrement, etc.).

Actuellement, les trois semenciers qui se partagent le marché mondial font main basse sur notre alimentation. Lorsqu'ils concluent des accords de libre-échange, les pays industrialisés – y compris la Suisse – exigent l'approbation de lois strictes sur la protection des obtentions végétales qui limitent, voire interdisent, la production et la vente traditionnelles de semences dans les pays du Sud, mais aussi au Nord. Dans divers pays où *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* sont présents, des paysan-ne-s qui, comme ils l'ont toujours fait, échangent leurs semences voient leur production détruite ou mise sous séquestre, lorsqu'ils ne sont pas purement et simplement arrêtés. De la sorte, les pratiques et le savoir traditionnels sont criminalisés sans motif valable. Les multinationales des semences ne se privent elles pas de s'approprier ces connaissances, de mettre au point de nouvelles variétés sur cette base et de les faire breveter. Les semences sont ainsi mercantilisées et soustraites à la population et à tous ceux et celles dont la subsistance en dépend.

Les semences source de vie

Il est scandaleux de fouler ainsi au pied le droit à l'alimentation. En effet, quiconque contrôle les semences décide ce qui est cultivé et, en fin de compte, ce que nous mangeons, mais aussi qui peut encore se permettre de produire des aliments et à quelles conditions.

Les paysan-ne-s qui achètent des semences industrielles sont captifs du producteur, qui les contraint souvent à se fournir chez lui en engrais et herbicides indispensables à un rendement optimal. Les conséquences sont néfastes : non seulement le sol est épuisé et contaminé, mais les paysan-ne-s se trouvent également pris au piège de l'endettement : comme les semences ne germent que la première année, ils doivent ensuite racheter tout le lot.

Impossible dans ces conditions d'opérer l'indispensable transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables et démocratiques – et un mode d'alimentation adapté à la culture – ou de les préserver là où ils existent encore.

Les résultats de nombreux projets de *Pain pour le prochain*, d'*Action de Carême* et d'*Être partenaires* montrent que les semences adaptées aux conditions locales et leur échange contribuent à garantir durablement une alimentation en suffisance. Pour cette raison, ces trois organisations mettent tout en œuvre dans leurs projets sur le terrain, dans leurs campagnes de sensibilisation et dans leurs activités de plaidoyer politique pour repousser cette attaque contre le droit à l'alimentation. En effet, les semences sont source de vie et la vie ne peut devenir un monopole.